**Département de la Sarthe
Canton de Loué**

Commune de Mézières-sous-Lavardin

Extrait du registre des délibérations

**Conseil Municipal
16 décembre 2021**

Convocation :
10 décembre 2021

Affichage :
10 décembre 2021

Conseillers :
- en exercice : 14
- présents : 12
- votants : 14

L'an deux mille vingt et un, le seize décembre à 20 heures, le Conseil municipal s'est réuni :

- légalement convoqué par M. Killian Trucas, maire,
- à la salle des fêtes,
- sous la présidence de M. Killian Trucas.

Présents :

M. Killian Trucas	Mme Marie-Line Le Pallec	Mme Claire Pasquier
Mme Lucie Pousset	Mme Anaïs Rousseau	Mme Martine Faroy-Fontenas
M. Guénolé Legagneux	M. Cédric Dufourd	M. Dimitri Bessière
M. Jérôme Renou	M. Anthony Bolival	Mme Élisabeth Giordano

Absents excusés :

Mme Linda Goisbault, donne pouvoir à M. Killian Trucas
Mme Laurence Dunand, donne pouvoir à M. Dimitri Bessière

Secrétaire de séance : Mme Marie-Line Le Pallec

Ordre du jour :

1. Temps de travail des agents
2. Questions diverses

Approbation du CR du 1^{er} décembre 2021

Désignation d'un secrétaire : Mme Marie-Line Le Pallec

1. Temps de travail des agents

Le modèle de délibération est proposé par le centre de gestion de la Sarthe. Il s'agit d'une proposition « a minima » au regard de la demande tardive de la préfecture. Il conviendra de compléter cette délibération, idéalement par l'élaboration d'un règlement intérieur.

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, notamment son article 47 ;

Vu le décret n° 85-1250 du 26 novembre 1985 modifié relatif aux congés annuels ;

Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 modifié relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 modifié pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;

Vu l'absence de délibération antérieure relative au temps de travail des agents et notamment de l'application des 35 heures et de la journée de solidarité ;

Considérant l'absence d'avis du comité technique du fait de la demande des services de la préfecture visés ci-après ;

Vu la demande de la préfecture en date du 30 novembre 2021, visant à obtenir la présente délibération avant le 31 décembre 2021 ;

Vu les dispositions pratiquées dans la collectivité antérieurement au 1^{er} janvier 2021 : organisation du temps de travail de l'agent technique sur une base horaire annuelle supérieure à 1607 heures ; dons de jours de congés supplémentaires par le maire, sans délibération ; report de congés sur l'année suivante, sans délibération, sans limitation de nombre ni de durée ; paiement d'heures supplémentaires sur certains postes, sans délibération et au-delà de la limite réglementaire mensuelle.

Considérant que la loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique prévoit la suppression des régimes dérogatoires aux 35 heures maintenus dans certains établissements et collectivités territoriaux et un retour obligatoire aux 1607 heures ;

Considérant que la définition, la durée et l'aménagement du temps de travail des agents territoriaux sont fixés par l'organe délibérant, après avis du comité technique ;

Considérant que le décompte du temps de travail effectif s'effectue sur l'année, la durée annuelle de travail ne pouvant excéder 1607 heures, sans préjudice des heures supplémentaires susceptibles d'être accomplies ;

Il est proposé les dispositions suivantes :

Article 1 : Durée annuelle du temps de travail

La durée annuelle légale de travail pour un agent travaillant à temps complet est fixée à 1607 heures (soit 35 heures hebdomadaires) calculée de la façon suivante :

Nombre total de jours sur l'année	365
Repos hebdomadaires : 2 jours x 52 semaines	-104
Congés annuels : 5 fois les obligations hebdomadaires de travail	-25
Jours fériés	-8
Nombre de jours travaillés	= 228
Nombre d'heures travaillées = nb de jours x 7 heures	1596 h arrondi à 1600 h
+ Journée de solidarité	+ 7 h
Total en heures :	1 607 heures

Article 2 : Garanties minimales

L'organisation du travail doit respecter les garanties minimales ci-après définies :

- La durée hebdomadaire du travail effectif, heures supplémentaires comprises, ne peut excéder ni quarante-huit heures au cours d'une même semaine, ni quarante-quatre heures en moyenne sur une période quelconque de douze semaines consécutives et le repos hebdomadaire, comprenant en principe le dimanche, ne peut être inférieur à trente-cinq heures.
- La durée quotidienne du travail ne peut excéder dix heures.
- Les agents bénéficient d'un repos minimum quotidien de onze heures.
- L'amplitude maximale de la journée de travail est fixée à douze heures.
- Le travail de nuit comprend au moins la période comprise entre 22 heures et 5 heures ou une autre période de sept heures consécutives comprise entre 22 heures et 7 heures.
- Aucun temps de travail quotidien ne peut atteindre six heures sans que les agents bénéficient d'un temps de pause d'une durée minimale de vingt minutes.

Article 3 : Date d'effet

Les dispositions de la présente délibération entreront en vigueur à partir du 1^{er} janvier 2022.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal à l'unanimité :

- Décide de mettre en place le temps de travail et d'adopter les modalités de mise en œuvre telles que proposées.

2. Questions diverses

- **Usage des chemins communaux :** le maire envisage de prendre un arrêté interdisant le passage aux engins motorisés, sur une période donnée. À noter qu'une seule demande verbale d'administré a été formulée en ce sens, aucune demande écrite. Il s'agirait d'une expérimentation, à l'automne/hiver 2022/2023. Il n'y aurait pas d'entrave aux entrées, seulement l'arrêté. Tout contact avec les usagers de loisirs motorisés en amont sera utile.
- **Terrain de loisirs :** la réflexion sur le projet d'aménagement va débuter en 2022. Tous les habitants, y compris les enfants, sont associés à cette réflexion. Les deux premières réunions de travail ouvertes à tous se tiendront le vendredi 21 janvier 2022 à 20h et le samedi 26 février 2022 à 10h.

Date prochain conseil (à priori) : le 27 janvier 2022, à 20h00.

Fin du conseil à 21h10.

Le maire, Killian Trucas

Les membres du conseil municipal

Mme Linda Goisbault

M. Anthony Bolival

Mme Lucie Pousset

Mme Claire Pasquier

M. Guénolé Legagneux

Mme Laurence Dunand

M. Jérôme Renou

Mme Martine Faroy-Fontenas

Mme Marie-Line Le Pallec
Secrétaire de séance

M. Dimitri Bessière

Mme Anaïs Rousseau

Mme Élisabeth Giordano

M. Cédric Dufourd